

Si la Corée n'est le sujet central que de l'un des chapitres (Chapitre 2), la documentation sur la crise et son influence sur la politique canadienne est forcément disséminée dans l'ensemble du volume. Le conflit balaya l'optimisme prudent qui avait caractérisé la perspective internationale du gouvernement canadien durant les premiers mois de l'année. Abruptement, il transforma la guerre froide — jusque-là une impasse diplomatique tendue mais plutôt stable — en un affrontement beaucoup plus précaire et dangereux. Il redéfini complètement le contexte qui présidait à l'élaboration et à l'application de la politique étrangère du Canada. Les effets du conflit en Asie, par exemple, dominèrent les préparatifs du Canada à la 5^e Assemblée générale de l'ONU et ils contraignirent l'Organisation à débattre le statut de Formose et la nature de la sécurité collective (Chapitre 3). Le conflit incita aussi à aller de l'avant avec la conclusion, longtemps reportée, du Traité de paix avec le Japon (Chapitre 11), il façonna l'attitude du Canada à l'égard de la Croix-Rouge internationale (Chapitre 4) et il influa sur les discussions du Commonwealth relatives à l'aide financière (Chapitre 7).

Mais ce fut peut-être au niveau de l'attitude du Canada vis-à-vis de ses obligations dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord (Chapitre 5) et de ses relations avec les États-Unis (Chapitre 8) que le conflit en Corée eut son impact le plus grand. Il fit naître la crainte d'une offensive soviétique imminente en Europe occidentale et il mit un terme à la répugnance traditionnelle d'Ottawa à investir ses maigres ressources dans la préparation militaire en temps de paix. En juillet et en août, les pressions américaines réussirent à convaincre le Cabinet d'accroître substantiellement les dépenses de défense. Tandis que l'Amérique du Nord et l'Europe s'empressaient de se réarmer, les efforts du Canada pour fournir une aide mutuelle à ses alliés de l'Atlantique Nord, de timides qu'ils étaient au début de 1950, se transformèrent en un énorme programme de 300 millions de dollars. Alors que la nouvelle alliance était déjà divisée sur la question de réarmer l'Allemagne de l'Ouest, le gouvernement canadien acceptait en septembre 1950 de renvoyer des troupes en Europe dans le cadre de la nouvelle force intégrée de l'Atlantique Nord. Comme John Holmes le rappellera plus tard, «pour ceux qui pensaient que la participation aux institutions internationales allait se faire à peu de frais, 1950 fut une mauvaise année.»⁶

On devrait aussi lire la plupart des documents sur les relations du Canada avec les États-Unis en gardant à l'esprit le conflit coréen et ses ramifications. Si le chapitre 8 s'attarde quelque peu à des questions traditionnelles de «voisinage» comme le Traité concernant la dérivation des eaux du Niagara et la gestion des pêches, il accorde une place importante à l'examen de questions de défense bilatérales qui, après juin 1950, occupèrent l'avant-scène. Les négociations difficiles et embarrassantes sur les achats de matériel de défense au début de 1950 contrastent nettement avec le rythme rapide de l'intégration militaire et économique qui s'enclencha quand les États-Unis — et le Canada qui fut forcé d'emboîter le pas — amorcèrent une mobilisation partielle à l'automne de la même année.

⁶ John Holmes, *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957, Volume 2* (Toronto, University of Toronto Press, 1982), p. 176.